



**PRÉFÈTE
DE L'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale
de l'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 « Les Ailes »
25, rue des Ailes
37210 PARÇAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 11 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



AMBOISE POUDRAGE INDUSTRIEL

1, rue Théodore Coupier

ZI la Boitardière Est

37400 AMBOISE

Références : VAT20220413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement AMBOISE POUDRAGE INDUSTRIEL implanté 1, rue Théodore Coupier, ZI la Boitardière Est, 37400 AMBOISE. L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMBOISE POUDRAGE INDUSTRIEL
- 1, rue Théodore Coupier, ZI la Boitardière Est, 37400 AMBOISE
- Code AIOT dans GUN : 0010006350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

– Situation de l'entreprise :

L'établissement API exerce une activité d'application de peinture poudre sur des pièces métalliques après passage dans un tunnel de dégraissage. Cet établissement emploie 11 salariés.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 17536 du 7 octobre 2004.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2565-2.a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique – procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ou de cyanures), le volume des cuves affectées au traitement étant de 6 000 l (enregistrement (cf. paragraphe ci-dessous)) ;
- 2940-3.b : application, cuisson, séchage de peinture (procédé mettant en œuvre des poudres organiques), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 100 kg/j (déclaration avec contrôle périodique).
- En ce qui concerne la rubrique 2565-2.a, l'inspection précise qu'en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décret n° 2019-292 du 09/04/2019), la société API relève à présent du régime de l'enregistrement.

– Projets et investissements :

Une installation de travail mécanique des métaux soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique exploitée par la société HGP (faisant partie du même groupe que API) est également située sur le site. L'exploitant signale qu'il envisage de regrouper ces deux activités (API serait intégrée à HGP). Il précise avoir envoyé un courrier en ce sens à Mme la Préfète de l'Indre-et-Loire. L'inspection indique que l'exploitant doit évaluer les conséquences de ce changement d'exploitant sur le classement des installations qu'il exploite vis-à-vis de la nomenclature des ICPE, ainsi que sur les éventuelles modifications des modalités d'exploitation prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente ;
- entreposage et rétention des liquides ;
- risques liés à l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1* VI 21092018 - Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
D1 VI 21092018 - Remise des déchets à une personne autorisée	Code de l'environnement, article L. 541-2	/	Sans objet
D2 R1 VI 21092018 - Émissions dans l'eau – programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	/	Sans objet
Plan des cuves de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
Capacité de rétention des stockages	Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.1.7.1	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
NC4* VI 21092018 - Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22 > I.	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.3.6	/	Sans objet
Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC2* VI 21092018 - Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
NC4* VI 21092018 - Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.6	/	Sans objet
Régulation thermique.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.2.4	/	Sans objet
NC5* VI 21092018 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ;- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
Constats : Le registre des déchets sortants tenu par l'exploitant est incomplet.
Observations : Constat du 21/09/2018 : « [...] le registre de gestion des déchets n'a pas encore été mis en place ». / Non-conformité 1 : Bien que l'exploitant ait été en mesure de présenter un document d'archivage des bordereaux d'enlèvement et d'élimination des déchets produits sur le site, le registre de gestion des déchets n'a pas encore été mis en place. Examen du registre des déchets sortants de l'exploitant établi au titre de l'année 2022 : <ul style="list-style-type: none">- il précise la nature du déchet, la quantité de déchet, un prestataire (sans préciser s'il s'agit du transporteur ou de l'installation réceptrice) et l'année d'expédition ;- absence des dates d'expédition des déchets ;- absence des codes des déchets sortants ;- absence de l'indication de la nature POP ou non des déchets ;- absence des numéros des bordereaux de suivi des déchets dangereux ;- absence des informations concernant le producteur, le transporteur et l'installation réceptrice des déchets (raisons sociales, adresses, SIRET, numéro de récépissé du transporteur) ;- absence des codes des traitements opérés dans les installations vers lesquelles les déchets sont expédiés ;

- absence de la qualification du traitement final des déchets vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
L'exploitant présente le bordereau de suivi des déchets dangereux (BSD) correspondant à l'évacuation de 2,36 tonnes d'eau de lavage souillée (11 01 06*) en date du 02/02/2022. Ce déchet a été enlevé par une société disposant du récépissé de transport de déchet n° 2018/ICPE/296 et remis le même jour à l'installation réceptrice qui a réalisé un traitement R12 (pré-traitement avant réalisation d'une autre opération de traitement). Ce BSD n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D1 VI 21092018 - Remise des déchets à une personne autorisée

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : L'exploitant ne s'assure pas systématiquement qu'il remet ses déchets à des personnes autorisées à les prendre en charge.
Observations : Constat du 21/09/2018 : « L'exploitant s'engage dorénavant à justifier les autorisations de l'ensemble de ses prestataires intervenant dans le cadre de l'élimination des déchets produits sur le site. [...] Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de veiller à ce que les justificatifs apportés comportent bien l'arrêté préfectoral répertoriant les activités autorisées des sociétés concernées ». / Demande 1 : Bien que l'exploitant ait été en mesure de présenter un document d'archivage des bordereaux d'enlèvement et d'élimination des déchets produits sur le site, le registre de gestion des déchets n'a pas encore été mis en place. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter : - le récépissé du transporteur de l'eau de lavage souillée évacuée le 02/02/2022 ; - l'arrêté préfectoral autorisant l'installation réceptrice dudit déchet à le prendre en charge.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2* VI 21092018 - Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 21/09/2018 : « L'exploitant a déclaré avoir pris l'attache d'un bureau d'étude (ASSIST ENVIRONNEMENT) pour la réalisation de cette déclaration ». / Non-conformité 2 : L'exploitant n'a pas effectué la déclaration d'activité annuelle GEREP (action en cours). Examen de la déclaration d'activité annuelle GEREP réalisée en 2022 par l'exploitant au titre de l'année 2021. L'exploitant y indique qu'il n'a rien à déclarer. L'exploitant ne détient aucun BSD réalisé en 2021, ce qui est cohérent avec la déclaration précitée. L'exploitant précise que cette absence d'évacuation de bain de traitement usé et d'eau de lavage souillée est dûe à une baisse d'activité temporaire en raison de la pandémie de COVID-19. L'inspection signale à l'exploitant qu'il devra veiller à effectuer sa déclaration d'activité GEREP en 2023 (avant le 31/03) au titre de l'année 2022. Il a en effet évacué plus de deux tonnes de déchets dangereux cette année (en particulier : évacuation de 2,36 tonnes d'eau de lavage souillée (11 01 06*) en date du 02/02/2022)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D2 R1 VI 21092018 - Émissions dans l'eau – programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de la visite d'inspection précédente
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions [...]. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
Constats : L'exploitant n'a pas défini et mis en œuvre un programme de surveillance de ses émissions dans l'eau (eaux pluviales et concentrats d'osmose inverse).
Observations : Constat du 21/09/2018 : « L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect des dispositions de l'article 3.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004. ». / Remarque 1 : Il convient qu'une campagne d'analyse des rejets d'eaux pluviales potentiellement polluées soit réalisée dans les plus brefs délais et reproduite à fréquence régulière pour justifier du respect des valeurs limites réglementaires de l'article 3.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004 / Demande 2 : Une consigne écrite pourra utilement être mise en place pour encadrer la procédure de contrôle des rejets des eaux pluviales potentiellement polluées. L'exploitant dispose d'une installation d'osmose inverse (l'osmosat étant utilisé pour les bains de lavage). Le concentrat (qui ne transite pas par la chaîne de traitement de surfaces) de cette installation est rejeté en continu, après mélange avec les éventuelles eaux pluviales du site, vers le réseau d'eau pluviale communal. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le programme de surveillance qu'il a mis en place en ce qui concerne le rejet aqueux précité. Par ailleurs, il n'est pas en mesure de présenter un rapport d'analyse réalisé par un organisme accrédité COFRAC démontrant qu'il respecte les valeurs limites de rejet prescrites par l'article 3.1.6.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des cuves de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage et rétention des liquides
Prescription contrôlée : L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : Le plan des cuves de l'installation est incomplet (absence du pH, de la composition et de la concentration du contenu des cuves).
Observations : L'exploitant présente le plan de sa chaîne de traitement de surfaces. Les cuves dédiées à cette installation y sont représentées, le nom, l'utilité et le volume de ces dernières y sont précisés. Toutefois, les informations suivantes sont absentes : - pH ; - composition ; - concentration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Connaissance des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Entreposage et rétention des liquides
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats : Les cuves de la chaîne de traitement de surfaces ne portent pas le nom ni les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent.
Observations : L'exploitant présente le registre, mis à jour le 15/06/2022, indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux qu'il détient. Examen du registre précité : l'exploitant ne détient pas d'acide nitrique, de produit cyanuré, de produit contenant du chrome III ou VI. Par sondage, l'exploitant présente la fiche de données de sécurité (FDS) associée à son produit phosphatant (révision 1 en date du 04/03/2020). Ce produit n'est pas associé à une mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372. Examen complémentaire du registre précité : seul un produit de laboratoire détenu en très faible quantité (moins d'un litre) fait l'objet de l'une de ces mentions de danger (H350). Visite de l'installation : - le produit phosphatant est stocké dans les conditions prévues par sa FDS (dans un bâtiment, à l'abri de l'humidité et ventilé, dans des conditions permettant le respect des températures de stockage indiquées (0 à 40 °C)) ; - les produits dangereux sont stockés dans des réservoirs qui portent le nom et les symboles de dangers associés à leur contenu ; - les cuves de la chaîne de traitement de surfaces ne portent pas le nom ni les symboles de danger associés aux produits qu'elles contiennent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Capacité de rétention des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.1.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage et rétention des liquides
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, elle doit en outre résister à l'action physique et chimique des fluides et pouvoir être contrôlée à tout moment.
Constats : Le revêtement d'étanchéité de la rétention de la chaîne de traitement de surfaces est dégradé.
Observations : Visite de la chaîne de traitement de surfaces : <ul style="list-style-type: none">- la chaîne de traitement de surfaces est placée dans une rétention d'une capacité totale de 66 m³ ;- présence d'une cuve de 6 m³ et de deux cuves de 1,5 m³, ainsi que d'un stockage de produits dangereux associé à cette même rétention (moins de 1 m³). La capacité de rétention est donc suffisante ;- la rétention précitée est constituée d'une fosse en béton armé dotée d'un revêtement à base de résine époxy. Toutefois ce revêtement est dégradé. Visite du stockage de produit phosphatant : <ul style="list-style-type: none">- présence de deux conteneurs de capacité 1 m³. L'un de ces conteneurs est vide ;- ces réservoirs sont associés à une rétention métallique d'une capacité de 1 m³ (volume suffisant).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage et rétention des liquides
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont [...] conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : L'exploitant associe des produits incompatibles à la même rétention (soude et produit de phosphatation). L'exploitant transmet, par courriel du 29/06/2022, une photographie démontrant que le bidon de soude concerné est dorénavant placé dans un bac plastique de capacité au moins équivalente à celle dudit récipient. Cette rétention permet d'éviter que la soude se mêle au produit de phosphatation.
Observations : Visite de la chaîne de traitement de surfaces : <ul style="list-style-type: none">- les égouttures du tunnel de traitement des pièces métalliques sont récupérées dans un caniveau en point bas et réinjectées par pompage dans la cuve de lavage (associée à la même rétention) ;- la rétention est munie d'un dispositif de détection de liquide (fonctionnement par flotteur) situé à proximité du caniveau précité. Réalisation d'un essai : l'exploitant actionne le flotteur, ce qui a pour effet de déclencher une alarme sonore (concluant) ;- présence d'un stockage de soude à proximité de la cuve employant le produit de phosphatation. D'après sa FDS, le produit de phosphatation ne doit pas être exposé à des produits basiques. Ledit stockage de soude est placé dans un bac plastique de capacité inférieure au volume du récipient. Des produits incompatibles sont donc susceptibles de se mêler dans la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
Constats : L'exploitant n'a pas recensé et reporté sur un plan général de ses installations les zones de danger internes à son établissement.
Observations : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le recensement des zones de danger internes à son établissement. Il ne dispose pas d'un plan desdites zones de danger.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3* VI 21092018 - Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none">- les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ;- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p>
Constats : Les consignes de sécurité de l'établissement sont incomplètes.
Observations : Constat du 21/09/2018 : « L'exploitant a déclaré avoir pris l'attache de la société DMC pour la réalisation des consignes de sécurité [...] ». / Non-conformité 3 : Les consignes de sécurité ne sont pas rédigées et affichées. (action en cours).
Visite de l'installation : l'exploitant affiche ses consignes de sécurité sur un tableau situé dans le bâtiment dédié à son activité de traitement de surfaces et d'application de peinture sous forme de poudre.
Examen des consignes de sécurité de l'établissement. Elles spécifient : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de fumer dans l'établissement ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours.
En l'absence de rejet issu de la chaîne de traitement de surfaces, la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ne sont pas à spécifier.
Toutefois, ces consignes ne spécifient pas : <ul style="list-style-type: none">- les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance ;- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4*VI21092018 - Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : [...] les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, devront avoir reçu une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 21/09/2018 : « L'exploitant a déclaré avoir pris l'attache de la société DAAC pour la réalisation des consignes de sécurité mentionnées à l'article 3.5.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 octobre 2004. L'exploitant a précisé que cette intervention comprendra également une formation du personnel à l'utilisation des moyens d'intervention en cas d'incendie prévue le 2 octobre 2018 ». / Non-conformité 4 : Le personnel n'est pas formé à la mise en œuvre des moyens d'intervention en cas de sinistre, notamment s'agissant des extincteurs (action en cours). L'exploitant présente l'attestation de formation de son personnel à la manipulation des extincteurs. Cette attestation est datée du 21/11/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Régulation thermique.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation de traitement de surfaces : - présence d'une cuve chauffée ; - cette cuve est équipée d'un dispositif de détection du niveau de liquide ; - réalisation d'un essai : l'exploitant extrait le dispositif précité, la détection d'une absence de liquide entraîne l'arrêt du dispositif de chauffage de la cuve situé à proximité (concluant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle doivent être placées à proximité des accès. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- présence de trappes de désenfumage équipant la toiture du bâtiment abritant la chaîne de traitement de surfaces ;- réalisation d'un essai d'ouverture de ces trappes de désenfumage : pas d'anomalie constatée (concluant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC5*VI21092018 - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] <ul style="list-style-type: none">e) [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 21/09/2018 : « Comme évoqué précédemment, l'exploitant a déclaré que la société DAAC a été mandatée pour la réalisation de cette prestation. L'exploitant a précisé que cette intervention comprendra également une formation du personnel à l'utilisation des moyens d'intervention en cas d'incendie prévue le 2 octobre 2018 ». / Non-conformité 5 : Le plan de répartition des extincteurs n'est pas affiché (action en cours). En cas de sinistre, l'exploitant dispose de téléphones (fixes et mobiles) lui permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Visite de l'installation : présence d'extincteurs à proximité de la chaîne de traitement de surfaces et de l'installation de poudrage. La localisation de ces équipements est reportée sur le plan d'évacuation du site qui est affiché à proximité des accès. L'accès à l'un de ces extincteurs est entravé par des pièces métalliques : l'exploitant remédie immédiatement à cette situation. Examen des rapports de vérification suivants : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs : vérification par un organisme extérieur réalisée le 26/08/2021, aucune observation signalée ;- désenfumage : vérification par un organisme extérieur réalisée le 04/05/2022, aucune observation signalée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2004, article 3.5.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.
Constats : Certaines déficiences affectant l'installation électrique de l'établissement n'ont pas été résorbées par l'exploitant.
Observations : Examen du rapport de la vérification de l'installation électrique de l'établissement réalisée par un organisme extérieur le 26/06/2021. Quatre déficiences sont relevées. L'exploitant a procédé à la correction de deux de ces défauts le 03/02/2022 (cf. paragraphe ci-dessous). L'exploitant présente également l'attestation Q19 (vérification thermographie) établie en date du 01/10/2021 par le même organisme. Présence de défauts concernant un contacteur (ayant fait l'objet de deux observations dans le rapport du 26/06/2021). Le remplacement de cet équipement en date du 03/02/2022 a été tracé par l'exploitant sur le Q19 (date et signature). Deux défauts d'ordre documentaire ne sont pas traités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à l'incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...] Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.
Constats : L'exploitant doit déterminer le volume des eaux d'extinction nécessaire en cas de sinistre survenant dans son établissement (calcul D9A) et évaluer sa capacité effective à confiner ces eaux sur son site.
Observations : Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- présence de trois obturateurs gonflables placés dans une caisse métallique à proximité des avaloirs du réseau d'eau pluviale du site à isoler en cas de sinistre ;- présence, dans la caisse précitée, d'une procédure décrivant les modalités de mise en œuvre desdits équipements ;- les emplacements à équiper d'obturateurs en cas de sinistre sont indiqués par des panneaux au niveau des avaloirs. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser le volume d'eaux d'extinction à maintenir sur son site ni la capacité de confinement effectivement disponible dans son établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet